



Bruxelles, Berlin | 30 juin 2022

Communiqué : La base de données "ExitArms" démontre que les producteurs d'armes financés par l'UE exportent vers des belligérants

Les organisations de défense de l'environnement et des droits humains Facing Finance et Urgewald ont publié cette semaine la base de données "ExitArms" (www.exitarms.org). Il s'agit de la première base de données publique et mondiale sur les entreprises impliquées dans les exportations d'armes vers des parties belligérantes. Le lancement est soutenu par ENAAT, le réseau européen contre le commerce des armes.

À ce jour, la base de données recense les années 2015 à 2020. Elle répertorie environ 500 entreprises qui ont été impliquées dans près de 1 400 exportations d'armes tout au long de la chaîne d'approvisionnement, soit directement soit par le biais de filiales ou de joint-ventures. Ces exportations ont approvisionné 33 protagonistes impliqués dans 52 guerres, pour la plupart intra-étatique.

Le point de départ de la base de données est le [Baromètre des Conflits de Heidelberg](#) permettant de sélectionner les conflits atteignant un certain niveau d'intensité, ainsi que les acteurs impliqués, d'une part, et la base de données sur les [transferts d'armes du SIPRI](#) indiquant les transferts internationaux des principales armes conventionnelles, d'autre part. Dans un troisième temps, Facing Finance et Urgewald ont méticuleusement étudié la "chaîne d'approvisionnement en armes" au niveau de l'entreprise, de la conception au transport de l'arme ou du système d'armes produit.

L'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis, l'Égypte, l'Inde et le Pakistan figurent parmi les belligérants les plus approvisionnés dans le monde entre 2015 et 2020. Les trois guerres qui ont été le plus alimentées en armes sont la **guerre en Libye, le Yémen et le conflit du Cachemire**. Les dix entreprises qui ont fourni le plus de belligérants au cours de cette période sont : **Rostec** (21 belligérants), **Raytheon** et **Airbus** (14 chacun), **Leonardo** (13), **Lockheed Martin** (12), **BAE Systems**, et **Pratt & Whitney** et **Boeing** (10 chacun), **AVIC** et **Rolls-Royce** (9 chacun).

L'UE ne devrait pas financer les entreprises qui fournissent des armes aux parties belligérantes

Parmi ces dix premiers fournisseurs, **Leonardo** est le premier bénéficiaire du Fonds européen de défense (FED), un programme de l'UE dédié à la recherche et au développement d'armement depuis 2017.

L'entreprise a jusqu'à présent reçu au moins 28 millions d'euros provenant de l'argent du contribuable européen pour développer la prochaine génération d'armement. Airbus est le 5e bénéficiaire du FED avec des subventions européennes s'élevant jusqu'à présent à au moins 10 millions d'euros.

Parmi les 10 premiers bénéficiaires du Fonds européen de défense pour la période 2017-2020, 8 sont actuellement enregistrés dans la base de données ExitArms comme fournissant des armes à des parties belligérantes : **Leonardo, Indra, Safran, Thales, Airbus group, Saab, Hensoldt** et **KMW-Nexter**.

Laëtitia Sédou, chargée de projet à ENAAT, alerte : *"pour éviter que les armements financés par l'UE ne finissent par alimenter les conflits, l'UE devrait appliquer des normes plus strictes lors de la sélection des projets dans le cadre du Fonds européen de défense, et en particulier ne pas financer les entreprises d'armement qui ont l'habitude de livrer des équipements militaires aux parties prenantes aux conflits"*.

Le secteur financier devrait refuser le 'greenwashing' de l'industrie de l'armement

Ces dernières décennies, les banques, les compagnies d'assurance et les fonds de pension ont commencé à adopter les normes internationales de l'ONU et de l'OCDE, qui prônent le respect des droits humains dans les pratiques commerciales, entre autres critères sociaux et éthiques.

*"L'industrie de la défense semble considérer que les standards éthiques et sociaux internationaux ne s'appliquent pas à elle" rappelle **Thomas Küchenmeister**. "Si le secteur de la finance ne veut pas devenir une simple "machine à greenwashing" et perdre toute crédibilité, il ne doit jamais classer l'industrie de l'armement comme durable ou sociale".*

"La base de données ExitArms ne montre que la partie émergée de l'iceberg", ajoute Niels Dubrow, expert en armement chez Urgewald, "mais elle prouve empiriquement que l'industrie de l'armement n'a aucun scrupule et arme systématiquement les parties prenantes aux conflits. Tant que ce sera le cas, les entreprises trouvées dans la base de données ExitArms devraient être exclues des prêts, assurances, investissements et mandats de souscription des institutions financières".

Facing Finance, Urgewald et l'ENAAT critiquent la tendance actuelle des institutions financières individuelles à assouplir, leurs politiques de financement et/ou d'investissement existantes en matière d'exportation d'armes. Bien que l'invasion russe de l'Ukraine soit maintenant utilisée comme justification, cette tendance a commencé bien avant la guerre, comme l'illustre le débat houleux sur la taxonomie de l'UE, sous forte influence du lobby de l'industrie de l'armement.

Contacts :

Laëtitia Sédou, Project Officer, ENAAT
laetitia@enaat.org ; +32-496-158391

Thomas Küchenmeister, Managing Director, Facing Finance
kuechenmeister@facing-finance.org ; +49-175 4964082

Stefanie Jellestad, Press Officer Urgewald
stefanie.jellestad@urgewald.org ; +49-152-37199229